

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

27 juin 2013

---

MODERNISATION DE L'ACTION PUBLIQUE TERRITORIALE ET AFFIRMATION DES  
MÉTROPOLES - (N° 1120)

Retiré

**AMENDEMENT**

N ° CL265

présenté par

M. Da Silva, M. Alexis Bachelay, M. Bréhier, Mme Chapdelaine, M. Bridey, Mme Descamps-  
Crosnier, M. Philippe Doucet, M. Guedj, Mme Le Dain, M. Mandon, Mme Olivier, M. Pouzol et  
M. Rihan Cypel

-----

**ARTICLE 10**

Rétablir l'article 10 dans la rédaction suivante :

Après le V de l'article L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales est inséré un alinéa  
ainsi rédigé :

VI. - Dans les départements des Hauts-de-Seine, de Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne, les  
établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre regroupent plusieurs  
communes d'un seul tenant et sans enclave formant un ensemble de plus de 400 000 habitants.

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Dans le cadre de la création d'un cœur de métropole comprenant Paris et les départements de la  
petite couronne, il est nécessaire de tendre vers une unité territoriale qui doit être construite par une  
continuité territoriale et politique.

L'introduction d'un seuil de 400 000 pour la constitution des EPCI en petite couronne permettra,  
d'une part d'achever intégralement la carte intercommunale au sein de la zone dense de la  
métropole francilienne et permettra d'autre part plus de cohérence, de lisibilité et de clarté dans  
l'exercice des politiques publiques.